

# Dix-huitième Constitution approuvée ! Le Royaume de Thaïlande champion de la démocratie ?

vendredi 31 août 2007, par [SABAI Danielle](#), [SANUK Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2007).

## Sommaire

- [Un vote pour le oui bien \(...\)](#)
- [« La démocratie, quelle \(...\)](#)
- [Le retour en force des militai](#)
- [Les militaires, mais pas \(...\)](#)
- [Une démocratie fragile](#)
- [Economie de la suffisance](#)
- [Ni Thaksin, ni junte, la \(...\)](#)

En septembre 2006, le premier ministre de la Thaïlande, Thaksin Shinawatra, deux fois élu au suffrage universel [1], était renversé par des généraux putschistes prétendant sauver la démocratie en danger [2]. Dimanche 19 août 2007, 45 millions d'électeurs thaïlandais étaient appelés à se déterminer sur une nouvelle Constitution rédigée depuis septembre dernier par un groupe de soit disant « experts » en démocratie et autres faux représentants de la société, sélectionnés et grassement rémunérés par la junte militaire au pouvoir.

Oui mais...

Sans grande surprise, les Thaïlandais ont approuvé le nouveau projet de Constitution par 56.69% contre 41.37%. La question n'était pas vraiment de savoir si le oui allait l'emporter, la junte et le gouvernement s'étant donné tous les moyens de la victoire, mais quel serait le taux d'abstention et à quelle hauteur le oui passerait. De ce point de vue, avec seulement 57.61% de votants et 1.94 % de nuls (25.9 millions sur un total de 45 millions d'électeurs), on ne peut pas dire que la nouvelle constitution ait suscité une grande adhésion parmi la population. Ni même qu'elle donne une légitimité aux putschistes, le nombre de votant « pour » étant largement inférieur au nombre de voix obtenues par le Thai Rak Thai (TRT), l'ancien parti de Thaksin Shinawatra en avril 2006 (16 millions de voix).

La junte était loin d'être sûr d'obtenir la victoire claire et nette dont elle avait besoin pour légitimer le coup d'Etat militaire. Le gouvernement n'espérait pas plus de 23 millions de votants mais s'attendait à un vote oui proche de 70%. Il estimait pouvoir compter plus ou moins sur environ 5 millions de fonctionnaires et leur famille, fortement « incités » à voter oui, et sur un grand nombre des 6 millions d'électeurs dans le sud du pays qui votent traditionnellement pour le Parti Démocrate [3]. Les opposants à la nouvelle constitution se partageaient entre les partisans du vote en faveur du non, et les partisans du boycott du référendum. Dans les villes, de nombreux groupes d'opposants [4] refusaient d'être impliqués dans un quelconque processus lié au coup d'état de septembre dernier. A la campagne, beaucoup de villageois ne se sentaient pas concernés par un débat qui leur semblait très éloigné des difficultés de leur vie quotidienne en particulier le coût de la vie et le surendettement. Nombreux sont ceux qui ont reçu le texte de la Constitution mais peu l'on

lu, sa lecture étant loin d'être aisée. Dans le Nord et le Nord Est, provinces les plus pauvres de la Thaïlande, leur vote a plutôt consisté à montrer leur mécontentement de la junte militaire et leur attachement à Thaksin. Ainsi si le Sud, le centre et Bangkok ont voté majoritairement pour le oui, le Nord Est a voté massivement non (63%) parfois très largement comme dans les provinces de Nakhon Phanom (76.42% de non), Roi Et (74.97% de non) ou Mukdahan (74.71% de non) [5]. Le Nord, autre bastion de Thaksin, a voté à 45.8% contre la nouvelle constitution obligeant les militaires à reconnaître que la division reste profonde, dans un pays où l'unité nationale et la négation de l'existence des intérêts de classe font partie d'une mythologie savamment entretenue.

## **Un vote pour le oui bien orchestré**

Pour favoriser une victoire claire et nette du oui et ainsi légitimer sa nouvelle Constitution le gouvernement appointé par la junte s'était pourtant donné tous les moyens. Au moins 30 millions de baths [6] ont été dépensés pour payer des campagnes de publicité en faveur du oui dans les médias, pour distribuer 18 millions d'exemplaires de la constitution à couverture jaune, la couleur du roi, pour bien faire comprendre dans quel sens il fallait voter [7]. La campagne a été rythmée par des meetings remplis de villageois à qui l'on offrait entre 100 et 300 bath [8], un repas, le transport gratuit pour assister au meeting, habillé de jaune encore une fois. Selon *The Nation* le général Sonthi aurait affirmé que « *des officiers militaires ont été envoyés dans les campagnes afin de faire mieux comprendre aux gens ce que signifie la démocratie* » [9].

Dans un discours public, le premier ministre désigné par la junte, Surayud Chulanont, a averti publiquement : « *faire campagne pour le boycott ou pour le « non », pourrait être reconnu illégal quand la loi convoquant le référendum prendra effet* » [10]. Selon cette loi, user d'influence pour changer le résultat est illégal. « *Toute personne qui organise des troubles, fait obstruction ou fait n'importe quoi susceptible de perturber le référendum* » pourrait être condamné jusqu'à dix ans de prison, payer une amende pouvant atteindre 200.000 baths (4.400 euros) et banni de la vie politique pendant 5 ans. Selon Asian Human Rights Commission, « *il est clair que le principal objectif de cette loi est d'intimider et d'imposer le silence à toute personne qui ne partage pas les vues officielles* » [11]. Au niveau local, la propagande a été appuyée par toutes sortes d'intimidations et de coups de force de la police contre les militants du « non » : agressions physiques contre des portes paroles, saisie de matériel de campagne, emprisonnement de protestataires, menace contre certaines catégories comme les chauffeurs de taxi de Bangkok qui arboraient un autocollant précisant qu'ils conduisaient des clients mais pas la constitution (*we drive customers, not the constitution*)... Par contre, Sonthi Boonyaratklin, le chef de la junte au pouvoir et leader du coup d'Etat, a trouvé parfaitement justifié de demander à ses subordonnés de faire campagne en faveur du oui [12].

Bien entendu, la famille royale, qui avait endossé dès le lendemain le coup d'état militaire du 19 septembre 2006 [13], a aussi donné un coup de pouce au vote en faveur du oui. Dans un discours à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire, la reine Sirikit a demandé aux moines bouddhistes, qui organisaient une campagne de rejet de la constitution, de rester en dehors du débat politique. Cette campagne avait débuté à la suite du refus par « l'assemblée constituante » désignée (CDA) de donner au bouddhisme le statut de religion d'Etat. Il est vrai que la guerre civile dans l'extrême sud à majorité musulmane n'avait pas besoin de cette provocation supplémentaire.

Au delà, de ces manœuvres et intimidations le gouvernement a donné un signal autrement plus menaçant : le rejet de la constitution signifierait un report à l'année 2008 des élections générales promises par la junte dès son arrivée au pouvoir et prévues après l'anniversaire du roi en décembre 2007. En d'autres termes, cela aurait signifié le maintien au pouvoir d'un gouvernement supervisé par la junte militaire. Deuxième menace encore plus préoccupante : En cas de majorité pour le

« non », la junte militaire avait annoncé qu'elle s'arrogeait le droit de choisir l'une des dix-sept constitutions réactionnaires précédentes, de la modifier à sa convenance, et de la promulguer sans vote préalable !

Dans ces conditions, on comprendra que plus d'un électeur ayant envie de voter « non » y est réfléchi à deux fois. Quel était le pire : l'adoption d'une mauvaise constitution, mais dont on connaissait au moins le contenu, ou le saut dans l'inconnu en laissant une dizaine de généraux choisir la constitution ? Les dés étaient vraiment pipés. Et dire qu'officiellement, il s'agissait de rétablir la démocratie !

### **« La démocratie, quelle démocratie ? »**

Le référendum et les élections à venir ne sont pas le signal d'un retour à plus de démocratie dans un pays qui détient un triste record en la matière : 23 coups d'état militaires et maintenant 18 constitutions depuis 1932.

A première vue, la tenue d'élections en décembre peut apparaître comme un premier pas vers un « retour à la normale ». Mais l'adoption préalable d'une constitution rédigée par une poignée d'hommes peu progressistes, et la teneur des débats qui ont présidé à sa rédaction laissent malheureusement envisager le contraire.

Les rédacteurs de la nouvelle constitution sont imprégnés du vieux principe réactionnaire selon lequel il vaut mieux donner le pouvoir à des personnes avisées et éduquées, qui se trouvent être très souvent et comme par un heureux hasard, de riches possédants, plutôt que de le confier à des inconnus « incultes » mais démocratiquement élus. Pour les élites possédantes, les paysans et ouvriers sont de grands enfants peu éduqués, crédules et facilement manipulables par qui sait acheter leur vote avec quelques billets distribués au bon moment. Leur donner le droit de vote, c'est leur permettre de faire de mauvais choix contraires à l'intérêt national que les possédants identifient avec leur intérêt personnel. C'est ainsi que la bourgeoisie traditionnelle de Bangkok a vécu la période précédente ouverte par la constitution de 1997 et par l'élection de Thaksin en 2001, ce nouveau riche qui avait la prétention de modifier le jeu du pouvoir et de l'argent en sa faveur. A leurs yeux ainsi qu'à ceux des militaires, des bureaucrates et de leurs porte-parole dans les médias, Thaksin incarnait la tyrannie de la majorité rurale et de la société urbaine non civilisée contre tous ceux qui se perçoivent comme étant supérieurs et les seuls vraiment capables d'utiliser le droit de vote à bon escient [14]. Ecartés du pouvoir pendant de nombreuses années, les élites traditionnelles ont su trouver des relais efficaces dans les couches moyennes de Bangkok et organiser des manifestations massives contre Thaksin en 2006.

Aux yeux des plus pauvres, Thaksin apparaissait comme le seul homme politique contemporain à avoir mis en œuvre des mesures sociales significatives [15]. Il est le seul premier ministre thaïlandais à avoir obtenu un soutien réel, massif et durable dans la population. Il est même le seul à avoir réussi à unifier les électeurs ruraux et de Bangkok en remportant 57.6% des voix dans la capitale contre 33.6% au parti démocrate dans les élections de 2005. Malgré plusieurs mois de protestation à Bangkok, il était donné gagnant des élections prévues en octobre 2006 et annulées par la junte militaire au pouvoir. A ce titre, le coup d'État et la réécriture de la Constitution ont donné à la bourgeoisie le moyen de prendre sa revanche, de (re)gagner ces postes de responsabilités politiques qu'elle considère légitime d'occuper.

La nouvelle Constitution renoue avec un vieux principe qui prévalait dans les précédentes à l'exception de celle de 1997 : puisqu'on ne peut empêcher les gens de « mal voter », il faut tout simplement limiter leur vote.

**Il en est ainsi de la composition du Sénat.** Quelque soit la taille de leur province, les électeurs thaïlandais n'auront le droit d'élire qu'un seul sénateur pour chacune des 76 provinces alors que 7 « super-électeurs », dont le porte parole du sénat, le représentant de l'opposition et les présidents des Courts suprême, administrative et constitutionnelle, bien que non élus, détiendront le pouvoir de désigner les 74 membres restant de la nouvelle chambre qui se transformera sans aucun doute en un club de généraux à la retraite. Ces « super-électeurs » deviennent ainsi parmi les personnes les plus influentes, bien avant le premier ministre et le président du parlement.

La plupart des membres des différentes Courts seront choisis par des processus de sélection interne opaques au sein des systèmes administratifs et judiciaires. Les places restantes seront attribuées par les mêmes présidents des Courts suprêmes et administratives à des experts en sciences politiques, en sciences sociales, juristes ou spécialistes des études religieuses. S'il est bien prévu de solliciter le sénat pour approuver les nominations, celui-ci n'a aucune possibilité de faire des propositions ni même de bloquer les lois puisque les juges auront toujours le pouvoir d'outrepasser les décisions que le sénat pourrait prendre.

Il est fort à craindre que ces pouvoirs donnés aux juges ne minent encore plus l'indépendance de la justice déjà fort mise à mal [16].

**Le parlement n'est pas mieux traité.** La peur de revenir à la situation antérieure où un seul parti, le TRT, dominait la majorité absolue du parlement, a conduit à réintroduire le système des collèges électoraux multiples. Les rédacteurs de la Constitution prétendent que ce système, par l'élargissement des collèges électoraux, devrait affaiblir le clientélisme et l'achat de votes, monnaie quasi généralisée dans le pays. Dans les faits, la constitution prévoit 80 sièges pour les partis, 10 dans chacune des huit circonscriptions électorales. Pour être élu, un candidat au parlement devra se présenter dans au moins 6 districts. Cela le conduira à se présenter non seulement contre les partis adverses mais aussi contre les autres candidats de son propre parti. Les candidats n'ayant pas de fortune préalable ou peu connus auront encore moins de chance d'être élus. De l'avis de l'ensemble des analystes cela conduira très rapidement à la (re)constitution de factions et à une plus grande corruption [17]. L'essentiel de la presse thaïlandaise, dès le 21 août, l'illustre parfaitement en faisant sa « une » sur les fusions des partis et sur les « factions » se positionnant pour les futures élections [18].

Pour contribuer à la fragmentation, la clause de 90 jours qui obligeait les candidats à être membre d'un parti au moins 90 jours avant les élections disparaît de la nouvelle Constitution. La décision de la réduire à 30 jours marque le retour à la situation précédant la constitution de 1997 durant laquelle les factions politiques et les membres pouvaient « négocier » leur fidélité au parti, et où le personnel politique jouait à la chaise musicale au gré des échanges de postes et de faveurs.

Il semble que dans l'esprit des rédacteurs de la constitution, cet affaiblissement du parlement compte peu. Celui-ci aura une place et une action réduite dans la mesure où les principes politiques et économiques, en particulier un contrôle strict des dépenses publiques, que doivent suivre les différents gouvernements, seront inscrits dans la constitution et donc établis une fois pour toute. Plus besoin de se présenter sur la base d'un programme électoral [19] il suffira d'en référer aux principes édictés par le Roi Bhumibol sur l' « économie de la suffisance ».

### **Le retour en force des militaires au pouvoir**

Deux autres articles de la constitution méritent d'être signalés. Le premier est l'article 309 qui, *de facto*, amnistie la junte militaire pour le coup d'Etat de septembre mais aussi... pour de possibles coups à venir. De nombreux juristes, professeurs d'université, ont objecté qu'une constitution ne

pouvait autoriser des actes inconstitutionnels et que cet article s'il était maintenu délégitimait le texte en tant que « loi suprême ». D'autres ont argumenté que cela représentait un fâcheux précédent et pouvait être un encouragement à d'autres coups dans le futur. Lasse. Malgré les protestations, la commission chargée de la rédaction de la Constitution s'est empressée de le voter sans débat ni objection en son sein [20].

Le second article de la constitution, qui a malheureusement eu moins de publicité, est l'article 77 qui stipule que c'est le devoir de l'État de pourvoir la nation en armes modernes et forces armées à un niveau « *adéquat* ». Le terme peut paraître anodin mais il rompt avec l'article 83 de la constitution de 1997 qui stipulait que l'État devait suivre la politique de « *suffisance* » [21] en matière militaire. Dans la pratique cela donne le pouvoir aux généraux de fixer chaque année le budget de l'armée au niveau qu'ils souhaitent [22].

L'armée entend bien profiter du coup d'État pour restaurer sa puissance et son emprise traditionnelle sur l'État et la politique. L'opprobre qui l'avait frappée à la suite de la répression sanglante de 92 l'avait amené à retourner dans les casernes et à se « dépolitiser » tout du moins en apparence. L'aspiration forte à plus de démocratie avait par la suite entraîné un déclin de l'influence des militaires et de leur aura dans la société. Il s'en était suivi une réduction drastique du budget de l'armée. En 1991, il représentait 16% du budget total du gouvernement. En 2006 il n'en représentait plus que 6%. Le retour au pouvoir des militaires depuis 11 mois a été largement mis à profit pour revenir à une situation plus favorable. En 2007, le budget a été augmenté de 33% (pour atteindre 115 milliards de baths soit environ 2,5 milliards d'euros) et il est prévu une nouvelle augmentation de 24% pour le budget 2008 (143 milliards de baths soit environ 3,1 milliards d'euros) [23].

Peu de voix s'élèvent pour dénoncer ce retour en force des militaires. Les « élites Bangkokiennes » qui manifestaient pour mettre Thaksin dehors ont dans l'ensemble accueilli favorablement le coup d'État militaire comme une « étape nécessaire » pour le rétablissement de la démocratie. De nombreux activistes appartenant à des ONG, aux « secteurs civils » de la société, qui ont lutté contre Thaksin, ont eu peu d'état d'âme. Les militaires ayant à leurs yeux « sauvé » la démocratie du péril Thaksin, nombre d'entre eux n'ont pas hésité à rejoindre les rangs du gouvernement et des différentes commissions installés par la junte au pouvoir. Qu'une poignée de militaires « restaure » la démocratie en renversant un gouvernement élu par deux fois ne leur pose pas de problème, tant ils sont convaincus de la légitimité de leur action.

Ces événements montrent que le choix de la grande majorité des électeurs compte moins que celui de petits groupes influents et bien organisés. Plus de la moitié du pays reste sous le coup de la loi martiale qui interdit tout rassemblement de plus de 5 personnes et toute activité politique. Il est, dans ces conditions, très difficile pour la majorité de la population qui vit dans les campagnes et dans les villes moyennes de se mobiliser [24]. Sans compter la complaisance de la grande majorité des médias qui relayent une information partielle et biaisée [25].

## **Les militaires, mais pas la démocratie**

Un an à peine après le coup d'état et malgré les belles paroles des militaires au pouvoir, la situation n'a guère évolué pour la majorité des Thaïlandais. Ils attendent toujours la démocratie et le retour des militaires dans les casernes. Le pays est plus que jamais divisé. Quant aux excès de l'ère Thaksin, ils n'ont pas disparu, loin s'en faut : les abus de pouvoir et les conflits d'intérêt, le contrôle des médias, le contrôle des positions institutionnelles clefs, les manipulations du système judiciaire vont bon train. Seuls les bénéficiaires ont changé : les hommes de Thaksin ont été remplacés par des bureaucrates, des juges, des militaires, tous inféodés au roi. Durant ces onze mois, les militaires

n'ont pas chômé pour assurer leur contrôle et leur pouvoir sur la société, et les institutions, sans oublier les conseils d'administration des entreprises.

La loi sur la « sécurité intérieure de la Thaïlande » en est un des principaux éléments. Cette loi, si elle est votée, donnera d'immenses pouvoirs au chef des armées. Celui-ci deviendra automatiquement le chef de l'ISOC (Internal Security Operations Command), structure originellement créée pour combattre les communistes ! Cela l'autorisera sans mandat, « en cas de menace à la sécurité intérieure », à arrêter, détenir, rechercher toute personne à sa guise. Il pourra imposer un couvre feu, mettre quiconque en résidence surveillée, bloquer les routes, saisir et confisquer ce qu'il veut, demander toutes sortes de documents, donner n'importe quel ordre à tout fonctionnaire quelque soit son ministère et par-dessus sa hiérarchie. La définition de la sécurité intérieure est tellement large que l'on peut y inclure tout et n'importe quoi, des actes violents à la propagande d'opposition, la publicité où tout simplement des commentaires jugés déplacés. Le chef des armées exercera ce pouvoir sans limite et sans avoir de compte à rendre à qui que se soit, pas même au premier ministre. Si cette loi est votée, elle créera un état permanent de semi-loi martiale [26]. Un État dans l'État et le paradis des juntes militaires.

Deuxième pièce maîtresse du renforcement du pouvoir militaire : la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Thai Rak Thai et de condamner 111 de ses dirigeants à 5 ans d'inéligibilité.

Le TRT était accusé d'avoir acheté des petits partis pour qu'ils présentent des candidats dans certaines circonscriptions durant les élections d'avril 2006. La plupart des partis opposés à Thaksin avaient décidé à l'époque de boycotter les élections. Or, dans le cas de candidature unique, la constitution thaïlandaise de 1997 obligeait le candidat à obtenir au moins 20% des suffrages pour être élu. Cela rendait la tâche difficile au TRT dans le Sud et à Bangkok en particulier.

Sans doute croyant l'enterrer définitivement et paver la voie au Parti Démocrate, la Cour constitutionnelle a pris la décision de dissoudre le TRT alors que dans le même arrêt, elle blanchissait complètement le parti démocrate qui était accusé, lui, d'avoir payé des petits partis pour qu'ils accusent le TRT de fraude.

Parallèlement et bien que les preuves de fraude et de corruption se fassent toujours attendre, l'AEC (Assets Examination Committee) [27] décidait de geler 21 comptes en banque de Thaksin, représentant un total de 53 milliards de baths (environ 1,15 milliards d'euros !). Une mesure préventive pour empêcher les largesses supposées de Thaksin en soutien aux manifestations anti-coup, launte militaire s'inquiétant de l'importance que celles-ci prenaient.

## **Une démocratie fragile**

Indéniablement, les vainqueurs de cette lutte pour le pouvoir sont pour l'instant les élites militaires, judiciaires et royalistes. En à peu près un an, elles ont réussi à revenir sur les principales avancées démocratiques de ces 15 dernières années.

La Thaïlande était une démocratie fragile. Sa première faiblesse résidait dans la structuration politique du pays. La classe ouvrière qui s'est formée tardivement durant la révolution industrielle des années 1955-70 n'existe pas comme acteur politique majeur et n'a pas de représentation politique propre. Contrairement aux autres pays asiatiques de la région, la Thaïlande n'a pas été colonisée par les puissances occidentales ou le Japon. Il n'y a pas eu l'émergence de partis avec une forte légitimité établie dans le cadre d'une lutte d'indépendance nationale. Au contraire, on peut tracer une continuité historique qui remonte au renversement de la monarchie absolue et à la mise

en place d'une monarchie constitutionnelle en 1932. L'histoire contemporaine de la Thaïlande met en avant les équilibres au sein du pouvoir entre les royalistes, les militaires et l'appareil d'État de Bangkok avec en coulisse une bourgeoisie commerçante puis industrielle qui choisit au gré des circonstances ses meilleurs représentants [28]. Thaksin est en quelque sorte une parenthèse dans cette histoire. Il représente le choix d'une bourgeoisie industrielle conquérante de prendre directement en main la conduite de l'État. Son parti, le TRT, créé afin de lui permettre d'accéder au pouvoir, est en grande partie constitué par des caciques de province, méprisés par les militaires et la royauté.

Une autre des faiblesses de la démocratie thaïlandaise est de n'avoir jamais vraiment réussi à imposer de séparation nette entre politique et business, laissant grandir les conflits d'intérêts. L'arrogance de Thaksin à miner les centres traditionnels du pouvoir en Thaïlande a concouru à sa perte : on ne menace pas aussi facilement les intérêts financiers de la famille royale et de l'armée.

Enfin, l'émergence de la démocratie en Thaïlande était fragilisée par l'existence même de la monarchie actuelle, remise en selle à partir de 1957 par le dictateur Sarit Thanarat de concert avec les États Unis. Grâce à un endoctrinement systématique dès le plus jeune âge à l'école et dans les familles, les thaïlandais sont conduits à respecter la « sainte trinité » -le roi, la religion et la nation- représentée absolument partout par un drapeau national, une statue de Bouddha et une photo du roi. Ce bourrage de crâne s'appuie sur des moyens modernes de communication, le culte de la famille royale et le crime de lèse majesté, qui rendent impossible la pensée critique et l'exercice des libertés démocratiques. Dans ce système modelé par les oligarchies, les gens ne sont pas des citoyens (*prachathipattai baep Thai*) mais des sujets du roi et des serviteurs de la nation (*phonlamueang*) et ce, quelque soit la forme que prend l'État. Les fonctionnaires, appelés « serviteurs du roi » (*kharatchakan*), ne servent pas un gouvernement en particulier mais la nation et le roi [29] présenté comme l'« incarnation de la nation ». Cette représentation du roi est un instrument redoutable pour museler les critiques. L'idée que le peuple thaïlandais pourrait exercer sa souveraineté à travers le vote de ses représentants ne trouve pas de place dans un tel système car elle se heurte tôt ou tard au souverain. La légitimité électorale de Thaksin et sa grande popularité avaient eu le tort de le menacer directement.

## **Economie de la suffisance**

Les aspirations à la démocratie ne sont pas pour autant étouffées. Les militaires n'ont réussi à convaincre, ni de leur « intention déclarée » de rendre le pouvoir à un gouvernement démocratiquement élu, ni d'une quelconque politique sociale en faveur des plus démunis. Le gouvernement intérimaire, bien que dénonçant les dépenses inconsidérées de Thaksin, s'est bien gardé de revenir sur les mesures les plus populaires. Tout au plus a-t-il renommé plusieurs des principales politiques de Thaksin, comme la politique de soins à 30 baths (soins devenus depuis gratuits) et les prêts bonifiés à tous les villages.

Dans le domaine économique, 11 mois au pouvoir ont suffi à montrer l'indigence de la politique économique du gouvernement appointé. Thaksin avait conçu une politique de « mégaprojets » d'investissement dans chaque région, qui alliant capitaux publics et privés dessinait un projet de développement pour le capitalisme thaïlandais. Ces projets étaient critiquables à bien des points de vue mais traçait une perspective de long terme pour les investisseurs locaux et étrangers. Le gouvernement de la junte les a suspendu, mais n'a rien proposé en remplacement. Pour masquer ce vide, les militaires ont là encore eu recours aux symboles de la monarchie, coupant ainsi court à toutes les critiques. La nouvelle Constitution oblige tous les futurs gouvernements à mettre en œuvre la politique « d'économie de la suffisance » élaborée par le roi. De quoi s'agit-il ? A lire le

récent rapport que l'UNDP a consacré au développement de la Thaïlande, « *l'économie de la suffisance est une approche innovatrice du développement... [C'est] une approche de la vie qui est applicable à tous les niveaux, de l'individu à travers la famille et la communauté, à la gestion et au développement de la nation... La suffisance à trois principes clefs : modération, sagesse et perspicacité, et la nécessité de mettre en place l'autosuffisance contre les risques qui proviennent de changements internes ou externes...* » [30]. Pour faire face à ces risques, les principes mis en avant sont « *travailler par étape. Construire une base d'autosuffisance avant d'aller de l'avant. Etre économique. Apprendre continuellement* » [31].

Dans un pays où le crime de lèse majesté est un crime majeur, qui oserait mettre en doute la pertinence d'une politique économique élaborée par le roi ? On peut cependant douter de l'efficacité d'une telle potion. Andrew Walker [32] affirme que cette vision du roi est basée sur une mauvaise analyse de la situation actuelle dans les campagnes. Dans de nombreuses régions, une faible productivité de la terre combinée à une augmentation de la population rendent tout simplement impossible l'autosuffisance. Pour répondre à cette situation, l'agriculture locale s'est diversifiée et s'appuie sur des liens économiques et sociaux qui dépassent le cadre de la communauté. Cela rend caduque la « royale » « pensée économique » qui recommande de ne développer des liens externes que lorsque les fondations de l'autosuffisance sont solides. Pour Andrew Walker, l'économie de la suffisance n'est rien d'autre qu'un instrument idéologique que les élites utilisent pour justifier l'absence de redistribution des richesses et des ressources.

Dans ce cadre idéologique, toute demande d'allocation des ressources en direction des communautés rurales pauvres est écartée comme étant immodérée et une obole populiste qui mine les fondations de la communauté locale. Plutôt que la redistribution des ressources et richesses, l'économie de la suffisance insiste sur le développement des capacités propres, en s'appuyant sur les ressorts idéologiques du bouddhisme. Citons encore le rapport de l'UNDP : « *Dans le bouddhisme, le monde est un lieu de souffrance. En étant nés sur terre, les hommes souffrent. Mais le message de Bouddha est que chaque personne a la capacité de dépasser cette souffrance en développant la capacité mentale de comprendre et, éventuellement, de s'élever au dessus d'elle. Les gens doivent le faire eux-mêmes. Il n'y a pas d'aide extérieure qui offre un chemin plus court. La joie est la conquête de la souffrance par l'esprit humain* » [33]. Le message est on ne peut plus clair, si les pauvres sont pauvres, c'est parce qu'ils ne savent pas mettre en œuvre des solutions adaptées avec les moyens dont ils disposent. Les pauvres sont priés de ne pas revendiquer et de s'adapter. L'on s'étonne de la complaisance de l'UNDP Thaïlande à l'égard de cette pseudo-théorie qui n'est autre qu'une réponse de classe à la crise économique du milieu des années 90.

Ces « vues économiques » ont cependant une grande « qualité », celle d'avoir été élaborée par le roi, ce qui les rend incontestables (crime de lèse majesté oblige). On doute fort cependant que cela rende leur application populaire aux yeux de la majorité des Thaïlandais. La Thaïlande est un pays où la baisse de la pauvreté s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités. Si en 2000 seulement 2% de la population vivait avec moins de 1 dollar par jour (seuil de la pauvreté absolue selon les institutions internationales), la part qui gagne entre 1 et 3 dollars par jour (seuil de la pauvreté relative) représentait encore plus de 50% de la population. Or, on estime qu'il faut gagner environ 4 dollars par jour, soit environ 500 bath, pour pouvoir élever décemment une famille de 4 personnes. Le premier chapitre du rapport de l'UNDP [34] est édifiant au sujet de la situation dans laquelle se débat au quotidien une majorité de Thaïlandais. Les trois quart de la population possèdent sa propre maison sur ses propres terres et 99 % ont accès à l'électricité, à l'eau du robinet et des à aménagements sanitaires propres. Mais durant la dernière décennie, la qualité de l'eau s'est détériorée, la gestion des déchets n'a pas suivi le développement rapide, la pollution s'est aggravée. Les inégalités de revenus restent très importantes : Les 20 % les plus riches de la population se partagent 55.2% du total des revenus, alors que les 20% les plus pauvres n'en

possèdent que 7% en 2002. La crise de surendettement des ménages prend aujourd'hui des proportions dramatiques : un ménage type dépense en moyenne 88.5% de son revenu dans la consommation. L'épargne qui représentait en moyenne 13.4% du revenu des ménages en 1999 a chuté à 6.3% en 2003. De 1996 à 2004, la proportion de ménages endettés est passée de la moitié aux deux-tiers, cette proportion s'élevant à 78.7% dans l'Isaan (Nord Est), la région la plus pauvre de Thaïlande. Le montant moyen d'endettement est passé de 68000 baths en 2000 à 104571 baths en 2004, soit environ environ 20 mois de salaires minimum (5000 baths).

L'augmentation du nombre de personnes âgées couplé à une réduction du nombre d'enfants par famille, 2 en moyenne aujourd'hui, va rendre encore plus aigue l'absence de système de retraite. En 2004, 29.8 % des ménages étaient des femmes seules avec enfants, cette situation résultant la plupart du temps de divorces ou tout simplement d'abandon du mari.

Ce n'est donc pas la politique de la junte et de son gouvernement, qui se résume à rester au pouvoir et maintenir le statut quo social en s'abritant derrière l'« économie de la suffisance », qui va changer la donne. On peut s'attendre à une grande instabilité politique avant comme après les élections prévues le 23 décembre. D'autant plus, que l'édifice mis en place par la dictature durant ces onze mois présente une grande faiblesse. Qui sera le prochain premier ministre ? Le TRT qui, à la suite de la dissolution du parti, avait dans un premier temps explosé en plusieurs factions, semble retrouver un poids dominant dans le paysage politique. Le très grand nombre de votes « non » dans ses fiefs électoraux, incite ses différentes factions à l'unité et c'est ce qui est en train de se faire au sein du nouveau parti le « People Power Party » qui se prépare à affronter les élections générales.

La dissolution du TRT semblait pourtant avoir laissé la place nette à Abhisit Vejjajiva, chef du parti démocrate. C'était tout du moins un des buts recherchés. Mais sa base électorale est réduite au Sud et à Bangkok, diminuant considérablement ses chances de remporter les élections. Reste la solution que pourrait privilégier le chef de la junte Sonthi : fonder son propre parti et se lancer dans la course électorale. Du déjà vu sur la scène politique Thaï [35].

### **Ni Thaksin, ni junte, la démocratie !**

Malgré cette situation désastreuse, l'aspiration à la démocratie reste forte et la majorité des Thaïlandais ne se satisfait pas de cette situation. En témoignent, malgré l'absence de débat démocratique autour de l'élaboration de la constitution, les nombreuses protestations et propositions qui ont émergées à la lecture du projet quand il a été dévoilé. Le problème essentiel réside dans l'inexistence de partis politiques de gauche, toutes tendances confondues, disposant d'un minimum d'audience et d'implantation ; la faiblesse et l'éclatement du mouvement syndical et des ONG.

Le mouvement syndical est implanté dans la fonction publique, les entreprises du secteur public et quelques grandes entreprises privées. Au niveau national, le taux de syndicalisation représente seulement 3% de la population active. Il y a 10 confédérations syndicales dont les plus importantes sont le « Thai Trade Union Congress » (TTUC) et le « Labour Congress of Thailand » (LCT) affiliés à la « Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL, maintenant CSI) mais leur activité est très faible et ils n'exercent pas d'influence sur la politique nationale. Les fédérations de branche sont un peu plus actives selon les équipes syndicales et tentent de se coordonner. L'activité syndicale essentielle se limite le plus souvent à l'échelle des entreprises. Des luttes pour les salaires, la sécurité au travail et le respect des jours fériés ont parfois lieu dans des entreprises, mais ces luttes ne parviennent pas à se fédérer. La législation du travail imposée par les différents dictateurs mais que les gouvernements civils ne changent jamais, interdit « toute ingérence extérieure » dans

les conflits sociaux éclatant dans les entreprises. Au niveau national, les syndicats réclament la création d'un salaire minimum journalier unique pour toute la Thaïlande et son augmentation, la création d'une durée maximale du travail, la création d'un véritable système de protection sociale, le droit effectif à créer des syndicats [36] et à la négociation collective, le droit pour les travailleurs de voter sur leur lieu de travail et non pas dans leur région d'origine. Beaucoup de normes sociales du travail définies par l'Organisation internationale du Travail ne sont pas reconnues ou respectées dans les faits. Un des aspects particulièrement rétrogrades de la constitution de 1997 est d'exiger que les candidats aux élections du parlement soit titulaire d'un diplôme universitaire. Cette disposition, visait explicitement à empêcher les militants politiques, syndicaux et associatifs issus des milieux populaires à se présenter aux élections.

La faiblesse du mouvement syndical s'est à nouveau révélée dans son incapacité à opposer un front uni contre le coup d'État et la nouvelle Constitution. Certains leaders syndicaux étaient tellement opposés à Thaksin, qui avait entamé un processus de privatisation des entreprises publiques, qu'ils ont accepté de soutenir la junte et sa constitution, en pariant que la junte mettrait fin aux privatisations. Profitant de l'aubaine, la junte militaire a réussi à diviser le mouvement syndical en achetant une partie de ses dirigeants et en finançant leurs organisations, mais sans s'engager dans la moindre promesse. Le mouvement syndical s'est divisé en trois groupes principaux [37]. Un premier groupe, qui a rassemblé environ 20 000 manifestants habillés de jaune le 1<sup>er</sup> mai 2007, soutient ouvertement la junte au point que son principal dirigeant, Manas Kosol [38], a été nommé membre de « l'assemblée législative nationale » créée par la junte après le coup d'État. Son groupe aurait reçu 3 millions de bahts pour prix de son ralliement. Il rassemble essentiellement des syndicats des entreprises publiques dont la première préoccupation est d'obtenir la fin des privatisations. Manas Kosol a formulé 9 demandes au Premier Ministre Surayud qui le recevait au siège du gouvernement : la hausse du salaire minimum, le blocage des prix des produits de première nécessité, l'autorisation pour les travailleurs de voter sur leur lieu de travail et non pas dans leur province d'origine, la fin des privatisations des entreprises d'État, la gratuité des soins pour les retraités ayant cotisés au système de protection social.

Un deuxième groupe syndical, qui a rassemblé 2000 personnes le 1<sup>er</sup> mai, a rejoint le « People Action for Democracy » (PAD), une coalition de partis, (soutenu par le Parti Démocrate), d'associations et d'aventuriers qui avait organisé la mobilisation contre Thaksin et qui soutient maintenant la junte et la constitution. Ce soutien a permis à nombre de ses dirigeants de s'enrichir personnellement en acceptant des postes dans le nouveau gouvernement, les nouvelles institutions et leur cortège de commissions diverses. Ce deuxième groupe aurait reçu 2 millions de bahts du gouvernement pour promouvoir la constitution. Un de ses principaux leaders, Somsak Kosaisuk est aussi un des leaders du PAD. Le troisième groupe s'intitule « the 1550 Labour Assembly ». Dirigé par Somyot Pruksakacem, il revendique 10 000 membres provenant notamment de l'industrie alimentaire et du textile. Il a rassemblé 2000 manifestants le jour du 1<sup>er</sup> mai. Ce dernier groupe est le seul à rester fidèle à l'indépendance du mouvement ouvrier et à s'opposer frontalement à la dictature et à Thaksin.

Dans le mouvement associatif, beaucoup d'ONG ont aussi accepté le coup d'État comme un mal nécessaire pour obtenir le départ de Thaksin et revenir ensuite à la démocratie. Seule une minorité a refusé tout compromis. Dès le lendemain du coup d'État un petit groupe d'étudiants de l'Université Thammasat créait le « réseau du 19 septembre contre le coup » [39]. Ce réseau a rédigé des argumentaires pour dénoncer la prétention des militaires à restaurer la démocratie, a distribué des tracts dans les universités mais aussi à la porte des usines dans les parcs industriels où il s'est heurté aux vigiles et à la police. Sans exagérer son influence, il a joué un rôle non négligeable dans l'affirmation d'un pôle de résistance et pour montrer qu'il n'y avait pas de soutien unanime au coup d'état, comme le prétendaient les militaires. Ce réseau a ensuite été actif dans la campagne pour le

vote « non » à la constitution. Une deuxième association, « l'Université de minuit » [40], qui joue le rôle d'université populaire basée à l'Université de Chiang Mai dans le nord de la Thaïlande, avait dénoncé le coup dès le 28 septembre 2006. Le site Internet de « l'Université de minuit » sera censuré par la junte après que l'Université est appelé ses membres à déchirer le texte du projet de Constitution [41].

Le seul groupe à avoir réussi à organiser des rassemblements réguliers et des manifestations de plusieurs milliers de personnes est le « Front uni de la démocratie contre la dictature » [42] qui rassemble des supporters de Thaksin et des opposants divers à la dictature. Soupçonné d'être financé en sous-main par l'immense fortune de l'ex premier ministre en exil, ce troisième groupe a suscité la méfiance des autres opposants à la dictature et générer des débats porteurs de divisions supplémentaires. Faut-il ou non créer un front commun entre toutes les composantes de l'opposition à la dictature ? Dans la pratique, l'unité n'a pas prévalu tant les divergences sont fortes, même si personne n'a cherché à se nuire.

Cette faiblesse de l'opposition organisée à la dictature et la confusion qui règne souvent s'explique en dernière analyse par le même handicap : l'absence d'un ou de plusieurs partis politiques défendant de façon intransigeante les intérêts des travailleurs en toute indépendance de l'État. L'histoire du mouvement ouvrier et sa continuité ont été perdues et beaucoup est à reconstruire. Pourtant le souvenir des luttes passées contre les dictatures, le mécontentement des paysans et des couches populaires contre la vie chère et la dureté des conditions de vie, prouvent que le potentiel existe pour qu'un parti neuf, sachant tirer les leçons des erreurs du passé, (notamment le naufrage du maoïsme), et capable d'intégrer les débats du mouvement ouvrier international, puisse se développer et offrir une perspective progressiste.

---

## P.-S.

\* Cet article a été écrit pour la revue *Inprecor* de septembre 2007.

---

## Notes

[1] En 2001 et 2005. Les élections d'avril 2006 qu'il avait remportées ont été annulées.

[2] Cf. Danielle Sabai et Jean Sanuk : [Coup d'Etat en Thaïlande : Un retour en arrière pour la Thaïlande et l'Asie du sud-est](#). Paru aussi dans *Inprecor* n° 521, novembre 2006.

[3] Le parti « démocrate » est le plus vieux parti de Thaïlande pour une raison simple. Il a été créé au lendemain de la seconde guerre mondiale par des « royalistes » qui voulaient aider la famille royale à retrouver ses biens nationalisés, son pouvoir et ses prérogatives. Ils y sont parvenus et ont été bien récompensés en partageant le pouvoir avec les militaires. Tous les partis de gauche, de tendance social-démocrate ou communiste, ont eux été éliminés par la répression. [[Cf. « Variations On A Theme. Societal Cleavages and Party Orientations Through Multiple Transitions in Thailand ». James Ockey, *Party Politics*, Vol. 11, n° 6, p 728-747.

[4] Voir plus bas leur présentation.

[5] Résultats publiés dans le *Bangkok Post* du 20 août et *The Nation* du 21 août.

[6] Soit environ 660 000 euros ou encore le salaire mensuel minimum d'environ 6000 personnes

[7] Pour que le lecteur comprenne mieux les subtilités de la propagande, il faut savoir que depuis un peu plus d'un an, des millions de Thaïlandais portent des chemises ou Tee-shirts jaunes le lundi pour manifester leur loyauté envers le roi qui est né un lundi, ou bien bleue le vendredi par respect pour la reine qui est née un vendredi. En Thaïlande, le bouddhisme Theravada attribue une couleur différente à chaque jour de la semaine. Imaginons qu'en France Sarkozy déclare aimer le bleu, traditionnellement la couleur de la réaction, et que des millions de français portent du bleu le jour de sa naissance. Mais est-ce vraiment imaginable ?

[8] Le prix d'un repas ou d'un transport collectif pour un paysan ou un ouvrier est d'environ 30 bahts.

[9] "Everything on Track : Sonthi". *The Nation*. 19 juin 2007

[10] "Anti-Charter Moves « Illegal »", *The Nation*, 3 juillet 2007.

[11] Cité par Daniel Ten Kate, « Thailand on Spine Cycle », 11 juillet 2007 : [www.asiasentinel.com](http://www.asiasentinel.com) Voir sur ESSF : [Thailand on Spin Cycle](#)

[12] Cf. "Fixing the General Election", Chang Noi, 6 août 2007. [www.geocities.com/changnoi2/](http://www.geocities.com/changnoi2/). Chang Noi est un journaliste indépendant qui publie des points de vue intéressants dans *The Nation*. Sur ESSF : [Thailand : Fixing the general election](#)

[13] Selon toute vraisemblance, le principal conseiller du roi, Prem Tinsulanonda, est à l'origine de ce soutien hâtif du roi aux putschistes. Il est considéré comme le chef d'orchestre du coup d'état, et comme l'un des personnages les plus puissants de Thaïlande. De jeunes opposants ont courageusement fait circuler une pétition réclamant sa démission, dans un pays où l'on est très facilement accusé de crime de lèse-majesté, crime capital s'il en est.

[14] "People's Sector Politics in Thailand : Problems of Democracy in Ousting Prime Minister Thaksin Shinawatra". Michael H. Nelson. *Working Paper Series* n° 87. Southeast Asia Research center. City University of Hong Kong.

[15] Sur le bilan social de l'ère Thaksin, voir Danielle Sabaï et Jean Sanuk : [Thaïlande : le « pays du sourire » à l'heure d'une nouvelle crise politique](#) Paru aussi dans *Inprecor* n° 515/516. Mars-avril 2006

[16] Les récentes mises en ligne sur leur site Internet par « Asian Legal Resource Center » et « Asian Human Rights Commission » de conversation téléphoniques tenues l'an passé entre deux juges et un bureaucrate (non identifié) concernant l'annulation des élections d'avril 2006 sont un triste exemple de l'utilisation de la justice à des fins politiques.

[17] Cf. "A Tale of Two Constitutions to Confuse All". *The Nation*, 14 août 2007.

[18] Cf. les éditions du *Bangkok Post* et de *The Nation*.

[19] Cf. "From the People's Constitution to the Judges' Constitution", Chang Noi, 30 avril 2007. [www.geocities.com/changnoi2/](http://www.geocities.com/changnoi2/) Sur ESSF : [Thailand : From the People's Constitution to the Judges' Constitution](#)

[20] Cf : "Charter's Military-Related Articles Still Raise Questions". *The Nation*, 13 août 2007.

[21] Le terme « suffisance » joue un rôle clef dans les écrits du roi et sert de doctrine officielle à laquelle tous les ministères doivent se rallier au moins en apparence. Il se traduit en thaï par le terme « *phor phieng* ». Une des subtilités de la langue thaï est que le terme « adéquat » se traduit par « *phieng phor* ». Ce qui peut sembler un tour de passe-passe pour un étranger est pourtant lourd de sens pour un thaïlandais.

[22] Cf : “Charter’s Military-Related Articles Still Raise Questions”. *The Nation*, 13 août 2007.

[23] Cf : “Military Spending to Soar a Further 24%. *The Nation*,” 28 juin 2007.

[24] “People’s Sector Politics in Thailand : Problems of Democracy in Ousting Prime Minister Thaksin Shinawatra”. Michael H. Nelson, *Working Paper Series* n° 87, May 2007. Southeast Asia Research center. City University of Hong Kong. <http://www.cityu.edu.hk/searc/>

[25] *The Nation*, journal quotidien en langue anglaise, avait ainsi soutenu le coup comme une étape nécessaire pour le pays dans la transition vers la démocratie.

[26] “A State at War with its People”, Chang Noi, 9 juillet 2007. [www.geocities.com/changnoi2/](http://www.geocities.com/changnoi2/)  
Sur ESSF : [A state at war with its people](#)

[27] AEC : commission chargée d’enquêter sur les cas de corruption et de fraude éventuels de Thaksin, mise en place par la junte militaire.

[28] Cf Danielle Sabai et Jean Sanuk : [Coups d’état en Thaïlande : une spirale sans fin ?](#). Paru aussi dans Inprecor n° 521, novembre 2006.

[29] “People’s Sector Politics in Thailand : Problems of Democracy in Ousting Prime Minister Thaksin Shinawatra”. Michael H. Nelson. *Working Paper Series* N°87. May 2007. Southeast Asia Research center. City University of Hong Kong.

[30] « Thailand Human Development Report : Sufficiency Economy and Human Development » . “Overview », page xv., UNDP, 2007. Il s’agit d’un rapport de commande visant à conforter de bonnes relations avec la Thaïlande qui accueille l’NDP sur son sol et qui a fait grincer pas mal de dents parmi les membres de l’UNDD, qui s’est déconsidéré dans cette opération de propagande.

[31] “Thailand Human Development Report : Sufficiency Economy and Human Development” . “Thinking out the Sufficiency Economy”, UNDP, 2007, Chapitre 2, page 29.

[32] Andrew Walker est anthropologue, membre du “Research School of Pacific and Asian Studies”, Université Nationale d’Australie. Il anime un site web sur l’Asie du Sud Est <http://rspas.anu.edu.au/rmap/newmandala/>

[33] Thailand Human Development Report : Sufficiency Economy and Human Development “Thinking out the Sufficiency Economy”, UNDP 2007, Chapitre 2, page 31.

[34] Tous les éléments qui suivent sont tirés de :UNDP 2007, *op. cit.*

[35] Cette option avait été prise par le général Suchinda Krapayoon en 1992. Sa décision de devenir premier ministre avait conduit à des violences et par la suite au retrait des militaires de la vie politique. Cf., « Risks on the Road to Managed Democracy”, Chang Noi, 24 juillet 2007. Site web [www.geocities.com](http://www.geocities.com)

[36] De nombreuses professions n'ont pas le droit de créer des syndicats. « L'assemblée nationale législative » vient ainsi de confirmer l'interdiction faite aux journalistes de créer des syndicats pour défendre leurs intérêts.

[37] Ces informations sont tirées de l'interview de Somyot Pruksakacem, syndicaliste et co-fondateur de « The 1550 Labour Assembly » parue dans *The Nation*, 7 mai 2007.

[38] Manas Kosol se présente comme le président du « Employees' Labour Development Council of Thailand ».

[39] 19 September Network against the Coup, [www.wevotno.net](http://www.wevotno.net)

[40] The Midnight University, <http://www.midnightuniv.org/> permettant aux travailleurs de s'éduquer, mais aussi de se réunir pour débattre. Son site internet est visité chaque mois par 2,5 millions d'internautes, et contient 20 000 pages de documents librement accessible dans le domaine des sciences, des sciences sociales et humaines.

[41] Voir leur appel contre la fermeture de leur site web publié en français sur le site « d'Europe Solidaire sans Frontières »,

[http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article\\_impr&id\\_article=3351](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=3351): [Appeal for website closure protest : Midnight University \(Chiang Mai\)](#)

[42] United Front of Democracy Against Dictatorship (UDD).